



ARRETE COLLECTIF PORTANT INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT

Le recteur de l'académie de Grenoble,

vu le code général de la fonction publique ;

vu le décret n°80-627 du 4 août 1980 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive

Arrête :

Article 1^{er} : Les 60 professeurs d'éducation physique et sportive de classe normale dont les noms suivent, sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de la hors-classe du corps des professeurs d'éducation physique et sportive au titre de l'année 2025.

Rang	Nom	Nom Patronymique	Prénom
1	BEGON	BEGON	PIERRE
2	PITARD	PITARD	JULIEN
3	GIRARDIER	GIRARDIER	STEPHANE
4	DAULON	DAULON	SEBASTIEN
5	PIOT	PIOT	NICOLAS
6	GENEVEY	GENEVEY	MICKAEL
7	JUNILLON	JUNILLON	DAVID
8	DUCELLIER	DUCELLIER	LIONEL
9	GAILLAT	GAILLAT	BERTRAND
10	TOURRE	TOURRE	EMMANUELLE
11	GONIN	GONIN	AURELIEN
12	THIVEL	THIVEL	JEAN-PIERRE
13	OLLIER	OLLIER	CEDRIC
14	BOROS	BOROS	SEBASTIEN
15	BAILLY	BAILLY	AUDREY
16	DUFRENE	DUFRENE	SAMUEL
17	TRELAT	TRELAT	DOMINIQUE
18	REGNIER	REGNIER	THIBAUT
19	GASNIER	GASNIER	DELPHINE
20	DEVIS	TOURASSE	MAUD
21	PROT	PROT	MATTHIEU
22	CREUX	CREUX	SOPHIE
23	ROS	ROS	ARNAUD
24	PONCET	PONCET	SOPHIE

25	LEONTI	LEONTI	XAVIER-FRANCOIS
26	LIONNE	LIONNE	JESSICA
27	TAPONNIER	TAPONNIER	VINCENT
28	VERGNE	VERGNE	DAMIEN
29	ROCQUE	ROCQUE	FLORIANE
30	LEMBKE	LEMBKE	OLIVIER
31	CHARLES	CHARLES	EMELINE
32	ZANCO	ZANCO	MYLENE
33	TRILLON-DANILO	TRILLON	YANN
34	MARRILLAT	MARRILLAT	MAXIME
35	MAUGE	MAUGE	REGIS
36	LE MANACH	LE MANACH	VINCENT
37	FOLTRAN	FOLTRAN	FREDERIC
38	MARLET	MARLET	JULIE
39	JANET-MAITRE	JANET-MAITRE	NICOLAS GONZAGU
40	TREZIERES	TREZIERES	SANDRINE MARIE
41	PERIGNON	PERIGNON	AURE-SOLENNE
42	PILADELLI	PILADELLI	LAURIANE
43	GUEZENNEC	GUEZENNEC	VALERIE
44	GILOUIN	GILOUIN	CELINE MARIE-LO
45	MANDRAY	MANDRAY	ANNELORE
46	LAMBOLEY	LAMBOLEY	DANIEL
47	PAYANT	PAYANT	FRANCIS
48	ZINS	ZINS	FRANCOIS MARCEL
49	BROCHIER	BROCHIER	YAN
50	KOHLER	DUHAZE	KARINE
51	MAJEWSKI	MAJEWSKI	ALEXANDRE
52	GILLARD	GILLARD	SYLVAIN
53	RABUT	GIRARD	GERALDINE
54	PICHOL-THIEVEND	PICHOL-THIEVEND	VALERIE
55	DUSSARTRE	SERRET	ISABELLE
56	DUMAS	DUMAS	GAELE
57	GRARD	GRARD	NATHALIE
58	PAILLET	PAILLET	RACHEL
59	HOUDARD	HOUDARD	ISABELLE
60	VERNET	VERNET	ALBINE

Nota :

- La part des femmes parmi les agents promouvables à la hors classe des professeurs d'éducation physique et sportive est de 42,6 %, la part des hommes est de 57,4 %.

- La part des femmes parmi les agents inscrits sur le tableau d'avancement à la hors classe des professeur d'éducation physique et sportive est de 43,3 %, la part des hommes est de 56,7 %.

Article 2 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du rectorat) de Grenoble (<https://www1.ac-grenoble.fr/>) dans la rubrique carrière/publication des promotions, et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 7 place Bir Hakeim, Grenoble.

Fait à Grenoble, le 2 juillet 2025

**Pour le recteur et par délégation
La secrétaire générale d'académie adjointe
Directrice des ressources humaines**



Céline Blanchard

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la décision prise par l'administration, vous avez trois possibilités :

1°) Vous pouvez former un recours gracieux devant l'auteur de la décision que vous désirez contester.

2°) Vous pouvez former un recours hiérarchique devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Ces deux recours doivent être déposés dans le délai du recours contentieux soit deux mois : ils ont alors pour effet de proroger le délai du recours contentieux.

3°) Vous pouvez également former un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence ; il doit être déposé dans un délai de 2 mois à compter de la notification soit de la décision d'origine que vous désirez contester, soit de la réponse au recours gracieux ou hiérarchique que vous aurez déposé.

Le tribunal administratif peut être saisi par voie dématérialisée sur l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr)

La décision contestée ou le rejet du recours gracieux ou hiérarchique peut être explicite ou implicite ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet attaquant aux conditions visées ci-dessus.

Si une décision explicite de rejet intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

